

ARRÊTÉS

COMMUNE DE CHAPAREILLAN

DEPARTEMENT DE L'ISERE - ARRONDISSEMENT DE GRENOBLE

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

A R R E T E

**ARRÊTÉ MUNICIPAL RÉGLEMENTANT
LE BIVOUAC DANS LA RÉSERVE NATURELLE
POUR DES MOTIFS DE SÉCURITÉ, DE PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT, ET DE PRÉSERVATION DE LA GESTION
PASTORALE**

Martine VENTURINI-COCHET – Maire de CHAPAREILLAN

Le maire de Chapareillan,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, relatifs aux pouvoirs de police générale des maires, notamment à des fins de sécurité publique et de protection de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.332-1 relatif aux enjeux ayant justifié la création d'une réserve naturelle nationale sur une partie du territoire de la commune de Chapareillan ;

Vu le décret n°97-905 du 1^{er} octobre 1997 portant création de la réserve naturelle des Hauts de Chartreuse (Isère et Savoie) ;

Vu l'arrêté municipal du 16 aout 2017 interdisant l'accès au Mont Granier,

Considérant qu'en vertu des textes susvisés un maire peut, par arrêté motivé, réglementer l'accès et la fréquentation sur des secteurs de sa commune pour des considérations de sécurité publique et d'ordre environnemental, en particulier afin d'assurer la tranquillité publique, la protection des espèces animales ou végétales, la protection des espaces naturels, des paysages ou des sites ou leur mise en valeur à des fins esthétiques, écologiques, agricoles, forestières ou touristiques, pendant une période temporaire et sur un espace limité ;

Considérant, qu'une très forte fréquentation humaine a été constatée les années précédentes pendant la période estivale, de nature à générer des impacts sur le patrimoine naturel, de nombreux conflits d'usages et des dégradations sur site (tel que des incendies, dépôts de déchets, dérangements sonores de la faune, etc.) ;

Considérant qu'il convient par conséquent de prendre des mesures afin de réglementer temporairement et exceptionnellement la fréquentation sur le territoire de la commune et au sein du périmètre de la Réserve naturelle des Hauts de Chartreuse, dont le patrimoine naturel présente une richesse écologique et une sensibilité exceptionnelle à l'échelle nationale ;

ARRÊTÉS

Envoyé en préfecture le 29/07/2021
Reçu en préfecture le 29/07/2021
Affiché le **30 JUL 2021**
ID : 038-213800758-20210728-AR_2021-AR

ARRÊTE

Article 1 : Afin d'assurer la sécurité publique, la tranquillité publique, la préservation des milieux naturels classés dans la Réserve naturelle nationale des Hauts de Chartreuse, ainsi, que la gestion pastorale, **seul le bivouac SANS tente est autorisé** sur la partie de la commune de Chapareillan comprise dans la Réserve naturelle des Hauts de Chartreuse, mentionnée sur la cartographie ci-après annexée.

L'accès à la zone concernée par les risques d'éboulement du Granier visée dans l'arrêté municipal du 16 août 2017 demeure formellement interdit.

Le bivouac sans tente est autorisé du 1^{er} août au 31 août 2021, du coucher du soleil jusqu'au levé du soleil le lendemain matin.

Article 2 : Cette interdiction de circulation et de stationnement des personnes n'est pas applicable aux propriétaires et à leurs ayants-droit pour l'accès à leurs propriétés, aux exploitants pour les besoins de leurs activités pastorales et forestières, aux personnels affectés à des opérations de police, de secours et de sauvetage, aux personnels chargés de l'entretien et de la surveillance de la Réserve naturelle des Hauts de Chartreuse.

Article 3 : Conformément à l'article R.610-5 du code pénal, le non-respect du présent arrêté municipal constitue une contravention sanctionnée par une amende.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Chapareillan

Article 5 : Madame le Maire de la commune de Chapareillan, Monsieur le Commandant du groupement de brigade de Meylan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmis à Monsieur le Préfet de l'Isère.

Fait à Chapareillan, le vingt-huit juillet deux mil vingt et un.

Martine VENTURINI
Maire

Affiché le :



Délais et voies de recours : le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Grenoble, qui peut être saisi depuis l'application « télerecours citoyen » disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr>

